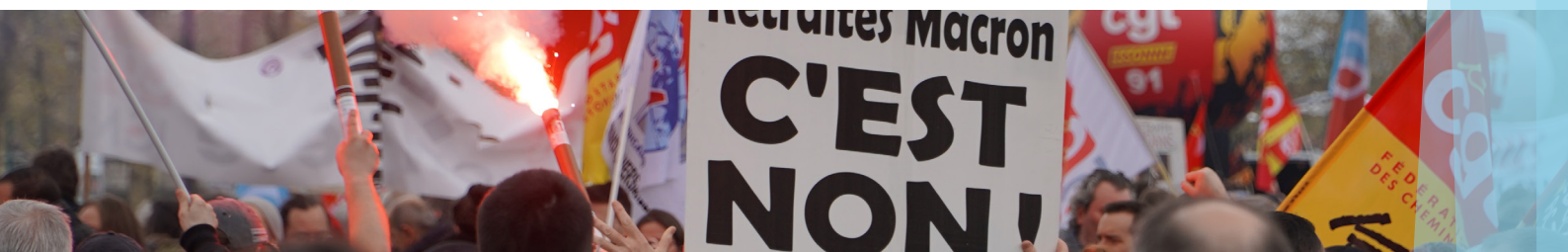




ASSEMBLÉE REPRÉSENTATIVE 17 JUIN 2023

---

# CONTRE MACRON ET SON MONDE, **VITE UNE MAJORITÉ POPULAIRE!**



## RETRAITES : POUR NOUS, C'EST TOUJOURS 60 ANS !

1. Depuis plusieurs mois, le pays vit un mouvement social parmi les plus puissants de ces 50 dernières années face à la volonté d'Emmanuel Macron et son gouvernement de reporter l'âge de la retraite à 64 ans. Il s'est exprimé à travers **14** journées de mobilisation réunissant plusieurs millions de personnes, des mouvements de grève reconductible, des actions de blocage dans des lieux de travail et d'études ou ailleurs, des manifestations spontanées ou des casseroles accompagnant Macron, ses ministres ou les parlementaires qui le soutiennent. Tout au long de la mobilisation, celle-ci a été soutenue par **la** très grande majorité du peuple français et par l'ensemble des organisations syndicales. La majorité populaire contre cette réforme n'a pas faibli. La bataille culturelle contre le report de l'âge légal et pour la retraite à 60 ans a clairement été gagnée.
2. La France insoumise a pris toute sa part dans cette mobilisation. Elle a organisé partout sur le territoire près de 300 réunions publiques, parfois seule ou parfois avec nos partenaires de la NUPES ou encore avec des représentant·es syndicaux·les ou associatif·ves. Ses militant·es ont mené une intense campagne de conviction, distribuant plus de 17 millions de tracts et collant plus d'un million d'affiches. Elle a initié une caisse de grève, récoltant plus d'**1 million d'euros reversés en solidarité avec les grévistes** qui en ont fait la demande. Elle a multiplié les initiatives de communication sur les réseaux sociaux et a organisé une émission par semaine consacrée à la mobilisation sociale. C'est un effort sans précédent, sans commune mesure avec l'action des autres organisations politiques et unique dans le pays.
3. **La France insoumise et son groupe parlementaire ont poussé autant que possible à la mise en place d'un cadre commun de discussion entre les organisations de la NUPES, les organisations syndicales et associatives, qui n'a malheureusement pas vu le jour au niveau national. Localement, elle s'est fortement impliquée dans le travail unitaire, en impulsant la création de nombreux collectifs locaux de défense des retraites et parfois de caisses de grève locales. Nous poursuivrons ce travail de construction de cadres collectifs inter-organisations à chaque fois que possible afin de mener conjointement la bataille contre les attaques de Macron, à commencer par celles contre **sur les salaires et les minimas sociaux.****
4. Malgré cette mobilisation d'ampleur soutenue par une très large majorité de la population, le pouvoir en place a fait le choix du passage en force. Il a d'abord tenté de prendre le mouvement social de court en utilisant une procédure accélérée pour l'examen du texte à l'Assemblée nationale. Nous saluons l'action des député·es de la France insoumise qui ont empêché par leur détermination la mise en place du scénario gouvernemental, laissant ainsi au mouvement social le temps nécessaire pour se déployer dans tout le pays.

5. Mis en échec à l'Assemblée, le gouvernement a déclenché l'article 49.3 de la *Constitution* et fait adopter son texte sans vote. **Le 8 juin, lors de la niche LIOT, le vote sur l'abrogation de la retraite à 64 ans a été empêché par un usage abusif de l'article 40 et la remise en cause du droit d'amendement des parlementaires en séance, comme auparavant en commission des Affaires sociales. Au mépris des droits de l'opposition, le Président de la commission des Finances Eric Coquerel a été mis en cause par la macronie. La Présidente de l'Assemblée nationale a agi sur ordre de Macron, au détriment de la séparation des pouvoirs et des droits de l'opposition dont elle est censée être la garante. Ainsi, la confrontation sociale s'est transformée en crise institutionnelle.**
6. Face à la colère populaire qui s'est exprimée spontanément contre son coup de force, la macronie a, comme pendant le mouvement des Gilets jaunes, eu recours à une brutale répression policière et judiciaire, **usant de dispositions juridiques prévues en cas de menaces terroristes**, avec des décrets d'interdiction de manifestation illégaux et des arrestations arbitraires. Cette nouvelle démonstration de l'autoritarisme du pouvoir a valu à notre pays des condamnations de nombreuses instances nationales et internationales de défense des droits humains. **Le groupe parlementaire de la France insoumise s'est déplacé dans les commissariats pour constater et dénoncer les gardes à vue abusives. Il a également saisi les instances internationales au sujet de l'état de notre démocratie.**

**Nous dénonçons la remise en cause sans précédent de l'État de droit et la régression démocratique et appelons à constituer un front commun, large et unitaire, de défense des droits et libertés publiques civiles.**

7. Ce projet de réforme des retraites n'a ni légitimité populaire, ni légitimité parlementaire. Et contrairement à ce que souhaitent Emmanuel Macron et Marine Le Pen, **sa meilleure alliée**, invisible à l'Assemblée et appelant à la fin des mobilisations, la page est loin d'être tournée. **Le combat pour l'abrogation de la retraite à 64 ans et le retour à la retraite à 60 ans se poursuit. C'est ce qu'a affirmé avec force le serment des député-es de la NUPES prononcé le 8 juin.**
8. **Macron ne sortira pas indemne de cette séquence. Cette mobilisation historique est un point d'appui important pour ancrer la culture de la lutte et poursuivre la bataille idéologique.**

**À l'occasion de la fin des "100 jours d'apaisement" annoncés par Macron et de l'anniversaire du 14 juillet, nous organiserons des initiatives festives et unitaires qui en rappellent la nature révolutionnaire et l'urgence d'une 6<sup>e</sup> République.**

## DE LA CRISE SOCIALE À LA CRISE DÉMOCRATIQUE : VITE, LA 6<sup>E</sup> RÉPUBLIQUE

9. Si le pouvoir en place a pu faire passer en force sa réforme, c'est parce qu'il peut s'appuyer sur les institutions autoritaires de la 5<sup>e</sup> République. Elles ont démontré dans cette situation leur caractère antidémocratique et à quel point elles permettent à un homme seul de décider contre le pays tout entier. Cette mobilisation sociale inédite aura donc servi de puissant révélateur pour des millions de citoyen·nes sur les dangers de la monarchie présidentielle.
10. Le sursaut populaire constaté lors de l'usage du 49.3 a marqué le début d'une crise de régime structurelle que l'on peut qualifier de phase "destituante". À nous désormais de porter l'exigence d'une Constituante pour passer à la 6<sup>e</sup> République, par et pour le peuple. Par le peuple : c'est la Constituante et l'intervention populaire. Pour le peuple : ce sont de nouveaux droits et libertés. Pour sortir de la crise civique et démocratique, il faut changer les règles du jeu. Mais qui peut changer ces règles, si ce n'est le peuple lui-même, qui est seul titulaire du pouvoir constituant ? L'ensemble des citoyennes et des citoyens doivent pouvoir s'impliquer personnellement dans la réécriture collective du pacte qui fonde notre peuple.

La France insoumise lance partout dans le pays une campagne pour le passage à une 6<sup>e</sup> République : cafés populaires, ateliers des lois, réunions publiques, etc.

## EN FINIR AVEC LA VIE CHÈRE

11. Alors que le pouvoir en place a pris la responsabilité de bloquer le pays pendant plusieurs mois pour imposer une attaque contre les retraites, les difficultés de nos concitoyen·nes s'accumulent. Elles sont d'abord sociales. **Alors que les prix flambent, les salaires ne suivent pas et le pouvoir d'achat s'effondre. Ce sont les ménages aux revenus modestes qui trinquent, les grands actionnaires et les plus riches qui en profitent.** L'inflation frappe lourdement une grande partie de la population qui peine de plus en plus à **se nourrir de manière saine et en quantités suffisantes**, se loger ou se soigner correctement. Les prix alimentaires ont bondi de plus de 15%, les charges liées à l'énergie explosent, les loyers s'envolent, **les transports coûtent de plus en plus chers, notamment dans les territoires ruraux et enclavés.** Mais les retraites et les salaires, eux, stagnent et ne suivent pas l'envolée des prix. Les salaires réels (en tenant compte de l'inflation) ont ainsi baissé de près de 3% en un an. Ce sont des millions de personnes qui se serrent la ceinture ou sont dans l'incapacité de payer chaque mois leurs charges. **Le pouvoir d'achat des retraités a baissé de 7,6% en 6 ans. De nombreuses personnes n'arrivent plus à se soigner. Un Français sur trois a moins de 100 euros sur son compte bancaire au 10 du mois.**

12. Face à cette situation, le gouvernement multiplie les appels à « faire des efforts » aux multinationales de l'agroalimentaire ou de l'énergie. Mais il ne prend aucune mesure contraignante alors que les marges de ces entreprises sont responsables d'une partie significative de la hausse des prix. **À l'inverse, il ne protège pas les petits commerçants et artisans victimes de l'inflation et notamment de l'explosion des prix de l'électricité. Avec la NUPES, nous nous sommes battu-es avec succès à l'Assemblée nationale pour permettre aux PME et TPE de bénéficier de nouveau des tarifs réglementés de l'énergie. Et non seulement les macronistes refusent de mettre à contribution le grand capital et les profiteurs de crise, mais ils s'attaquent aux plus précaires, à commencer par les chômeur-ses et bénéficiaires du RSA. C'est l'objectif du projet de loi sur le travail qui sera discuté dans quelques semaines à l'Assemblée. Ils continuent par ailleurs à dégrader notre système de protection sociale en réduisant les remboursements de la Sécurité sociale.**
13. Plus que jamais, le gel des loyers, **la limitation des charges locatives**, le blocage des prix des produits de première nécessité, le plafonnement des dividendes, la hausse du SMIC **à 1600 euros et des minima sociaux, la création d'une allocation autonomie pour les jeunes**, l'indexation des salaires **et des retraites** sur l'inflation et **le retour aux tarifs réglementés de l'énergie** sont des urgences vitales. **Au Parlement, nos député-es se sont battu-es pour le gel des loyers et contre la possibilité d'une nouvelle hausse de 3,5%, adoptée par les macronistes avec la complicité de LR et du RN.**
14. **Alors que le gouvernement tente un «social washing» de sa politique ultralibérale avec un projet de loi sur le «partage de la valeur», nous allons saisir l'occasion pour exiger une réelle politique de partage des richesses et de hausse des salaires : indexation des salaires sur l'inflation, hausse du SMIC, plafonnement des dividendes.**
15. **Dans le pays, de nombreuses luttes émergent pour la hausse des salaires. Nous saluons la mobilisation courageuse des salarié-es de Vertbaudet qui a débouché sur une victoire, prouvant que la grève et la détermination sont les meilleures armes pour de nouvelles conquêtes sociales !**

**La France insoumise soutient toutes les luttes pour l'augmentation générale des salaires, ainsi que les luttes citoyennes contre la vie chère (locataires, étudiant-es...). Elle poursuivra ses actions de solidarité partout dans le pays (collectes, distributions alimentaires, ciné populaires...) et organisera cet été une caravane populaire contre la vie chère pour faire connaître ses propositions.**

## FAIRE FACE À LA CRISE ÉCOLOGIQUE

16. La crise est également écologique. Le premier mandat d'Emmanuel Macron était déjà un mandat perdu pour le climat. Depuis un an, le gouvernement n'a cessé de rejeter les propositions, même quand elles étaient majoritaires, pour se hisser à la hauteur du défi climatique. **Ce refus** n'est pas juste le résultat d'un échec ou d'un manque de priorité. Il illustre l'impossibilité d'une véritable bifurcation écologique sans rompre avec les principes d'un capitalisme productiviste prédateur des ressources naturelles, **qui fait deux victimes : les êtres humains et notre écosystème. Un capitalisme qui produit et accentue les inégalités climatiques : les plus riches protégé-es dans leurs bunkers saccagent, les plus pauvres les plus exposé-es subissent le plus durement inondations, îlots de chaleur, pollutions atmosphériques...**
17. **Que ce soit sur les questions énergétiques ou d'agriculture, Macron réitère les recettes du vieux monde : relance du nucléaire et renforcement du modèle agro-industriel. En témoignent les projets écocides de méga-bassines soutenus par le gouvernement mais contestés par les militant-es du climat. Une contestation là aussi fortement réprimée, comme à Sainte-Soline en mars dernier. La France insoumise est engagée dans ce combat et apporte son soutien aux militant-es et collectifs tels que Les soulèvements de la Terre qui sont de véritables lanceurs d'alerte.**
18. **Aujourd'hui, le gouvernement avoue son renoncement à s'inscrire dans le cadre des accords de Paris en préparant un scénario d'adaptation à une hausse de la température mondiale de 4 degrés. C'est inadmissible.** Nous voyons déjà sous nos yeux les conséquences du **changement** climatique, **qui dérègle notamment le cycle de l'eau.** Les événements climatiques extrêmes se multiplient : **sécheresses importantes et canicules alternent déjà avec des épisodes de pluies intenses et d'inondations sans recharge des nappes.** Les conflits d'usage entre l'eau potable au robinet et celle utilisée par l'industrie, l'agriculture, la production d'énergie, ou le tourisme apparaissent et sont déjà problématiques. **À cela s'ajoute l'imperméabilisation des sols urbains et agricoles qui empêchent l'eau de rejoindre les nappes souterraines. Macron et son gouvernement font mine de découvrir le problème : impréparation et inaction, voilà comment qualifier leur politique !**
19. **Notre plan Eau prévoit de sortir les biens communs des logiques du marché, de généraliser la sécurisation de la fourniture d'eau potable de chaque collectivité, de développer partout des gestions publiques et citoyennes de l'eau de façon raisonnée au plus près des besoins, d'investir massivement dans la résorption des fuites, de désimperméabiliser les sols, de transformer l'agriculture productiviste et chimique en implantant l'agroécologie, la permaculture et le bio, d'interdire tout ce qui interrompt les flux naturels de l'eau comme les retenues collinaires et les bassines.**

20. Plus que de simples gestes individuels, la situation nécessite un changement systémique. Il est temps de planifier sérieusement la bifurcation écologique **de notre modèle de production, de consommation et de distribution**, d'appliquer la règle verte **et le protectionnisme solidaire**, d'investir massivement dans le développement des énergies renouvelables et dans la rénovation énergétique, **de sortir des pesticides et d'investir massivement dans une agriculture paysanne, locale et biologique, respectueuse du vivant et permettant de sortir de la malbouffe**.
21. Parce que les plus riches et les grandes entreprises sont les principaux émetteur·rices de gaz à effet de serre, ce sont elles et eux qui doivent d'abord être mis à contribution **y compris en mettant fin au droit à polluer**. Nous refusons la volonté du gouvernement comme de la Commission européenne de faire payer la facture au peuple.

**La France insoumise mettra en place dans les prochains mois une campagne d'action sur l'eau et contre la sécheresse.**

## **COMBATTRE L'EXTRÊME DROITE, ASSURANCE-VIE DU SYSTÈME**

22. En instituant l'autoritarisme comme mode de gouvernement, la macronie a légitimé la violence de l'extrême droite. Celle-ci multiplie attaques et intimidations de toutes sortes (contre le Planning familial, des associations LGBTI, des centres d'accueil de personnes **exilées**, les élu·es qui les mettent en place et leurs soutiens...) sans réelle réaction des autorités. Le silence assourdissant du gouvernement macroniste contraste avec ses bruyants appels du pied répétés au Rassemblement national. Son nouveau projet de loi raciste et xénophobe sur l'immigration en fait partie. Prévu pour être discuté après la réforme des retraites, il n'a cessé d'être repoussé face la force du mouvement social qui n'a laissé aucune prise à cette grossière tentative de division du peuple. Nous nous opposerons à cette attaque avec détermination.
23. Le Rassemblement national, parti d'extrême droite fondé par des collaborateurs du régime de Pétain, est aujourd'hui porté aux nues par tout le système politico-médiatique qui le présente comme l'opposition "respectable". Après avoir refusé de soutenir les candidat·es de la NUPES face au RN en juin 2022, la macronie a fait élire deux député·es **RN** à la vice-présidence de l'Assemblée nationale. Le Pen l'en a aussitôt remercié en votant avec ses troupes contre l'augmentation du SMIC, le gel des loyers, le rétablissement de l'ISF **ou encore la lutte contre les déserts médicaux**. L'extrême droite "normalisée" reste tout aussi dangereuse. Sous les costumes-cravates, son ADN est foncièrement antisocial, antiécologique et antidémocratique. Semant la haine, incitant à la guerre de tou·tes contre tou·tes, elle se place toujours au service du capital et jamais à celui de l'intérêt général.

**Nous la combattons sans relâche. Nous lancerons dans les prochains jours une campagne de démystification qui détaillera les impostures du RN dans ses votes et dans ses propositions programmatiques. Afin de s'adapter aux enjeux propres à chaque territoire, cette campagne sera déclinée par différents matériels (tracts, affiches, bandeaux, visuels...). La France insoumise accompagnera les groupes d'action par des formations et des fiches argumentaires qui permettront de faire face à la montée de l'extrême droite dans les territoires ruraux, dans la jeunesse, dans les quartiers populaires. Elle les aidera à opérer une veille sur leur territoire (votes et activité des élu-es RN, groupuscules d'extrême droite, etc). Elle sera aux côtés de ses militant-es lorsqu'elles et ils seront victimes des attaques, des menaces des groupuscules violents. Le service d'ordre du mouvement sera d'ailleurs renforcé. Face à la montée de la menace d'extrême droite, notre mouvement doit favoriser la création de collectifs unitaires avec les autres forces du mouvement social : syndicats, NUPES, associations de défense des droits humains, associations anti-fascistes.**

### **UNE FRANCE INSOUMISE RENFORCÉE POUR FAIRE GAGNER LA NUPES**

24. Pour faire face à ces défis, les prochaines échéances électorales seront décisives. Face au macronisme déclinant et face à l'extrême droite qui menace, nous sommes les partisans et partisanses de la Révolution citoyenne. Notre objectif est donc la conquête du pouvoir par les urnes pour changer radicalement les **politiques de notre pays**. En juin dernier, nous avons constitué la NUPES en réunissant sous une même bannière et autour d'un programme de rupture les forces de gauche et écologistes. Loin d'être un simple accord électoral, nous voulons faire de la NUPES un outil politique large et commun, **ancré** localement et œuvrant au quotidien avec toutes celles et tous ceux, organisé-es ou non, qui aspirent à une autre société.
25. Pour y parvenir, nous avons besoin d'une France insoumise puissante et mobilisée. Depuis un an, notre mouvement politique **avec la NUPES** est devenu le principal mouvement d'opposition du pays. Ses militantes et ses militants ont agi sans relâche pour **informer**, convaincre, **soutenir** et mobiliser. Ses parlementaires ont porté la voix du peuple à l'Assemblée nationale comme au Parlement européen. Nous l'avons fait sous le flot quotidien des attaques lancées par nos adversaires et relayées par un système médiatique qui s'est illustré comme le dernier rempart d'un pouvoir à bout de souffle. Mais notre travail patient et déterminé porte peu à peu ses fruits. **Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, la France insoumise a gagné plus de 30 000 inscrit-es et plus de 350 groupes d'action ont été créés. Cette dynamique doit être consolidée dans tous les territoires, avec l'appui des groupes d'action déjà existants.**



26. Pour renforcer son efficacité, nous avons défini au mois de décembre dernier une feuille de route pour la France insoumise. Un certain nombre de chantiers ont d'ores et déjà été réalisés. La première promotion de l'Institut la Boétie a terminé **la première partie de son cursus** de formation et trois stages régionaux seront organisés au début du mois de juillet. Les cafés populaires ont été mis en place. Les ateliers des lois continuent à susciter l'implication citoyenne dans tout le pays. Notre réseau des élu·es locaux·les se structure et se forme. Notre mouvement s'est tenu aux côtés de la jeunesse **mobilisée contre la réforme des retraites mais aussi contre la précarité, le SNU et la réforme de l'enseignement professionnel**. Les boucles départementales ont été initiées et ont tenu leurs premières réunions. **Ces réunions ont permis d'expérimenter des méthodes de délibération et de décision au consensus, qui seront encore développées et donneront lieu également à des formations. Les boucles départementales se dotent de référent·es qui prendront en charge des tâches, en y étant formé·es par les différents pôles du mouvement. Plus largement, des formations seront organisées localement pour répondre aux besoins des insoumis·es ; une attention particulière sera portée pour faciliter l'usage d'Action populaire par toutes et tous.** Les espaces nationaux du mouvement se sont organisés et ont produit un premier bilan de leur action à l'occasion de notre Assemblée représentative.
27. La France insoumise a également accompagné la création d'un média insoumis papier mensuel, *Le Journal de l'insoumission*, par sa fusion avec *L'insoumission hebdo*. Elle a produit une émission hebdomadaire d'actualité sur les réseaux sociaux. Dans un environnement médiatique dominé par quelques milliardaires s'offrant ainsi une zone d'influence, la maîtrise et la diffusion d'informations sont des outils indispensables à la nécessaire bataille culturelle des idées.
28. D'autres chantiers ont été engagés et vont se poursuivre dans les prochains mois. Des premières réunions pour la campagne d'achat des locaux ont pu avoir lieu et les premiers achats sont en attente de la réception par le mouvement de son financement public qui n'est toujours pas effectif. **Ces locaux permettront d'augmenter la visibilité de la France insoumise. Ils seront des outils d'action tournés vers l'extérieur et vers l'accueil du public, et pourront être mis à disposition des collectifs et associations qui le souhaitent.** Des premiers budgets pour les boucles départementales vont pouvoir être mis en place après leur installation. Le pôle des développeur·ses a pu organiser un premier week-end d'échanges avec l'objectif de pouvoir commencer ce travail de développement à partir de la rentrée de septembre.

29. Comme depuis sa fondation, le mouvement de la France insoumise reste un mouvement évolutif qui se construit en avançant. **L'organisation de cette Assemblée représentative du mois de juin aura permis une préparation au sein des boucles départementales facilitant le lien entre la ou le représentant-e tiré-e au sort et les groupes d'action du département. a inclus une phase de débats au sein des boucles départementales nouvellement créées, débats restitués par les personnes tirées au sort au sein de ces boucles pour les représenter à l'Assemblée. Ce processus inédit a donc permis une délibération collective en deux temps : d'abord dans tous les départements puis au niveau national. Il sera encore renforcé à la prochaine édition en donnant plus de temps aux insoumis-es pour s'approprier les textes et en discuter dans les groupes d'action.**

**Une votation en ligne sera également effectuée pour permettre à l'ensemble des insoumis-es de se prononcer sur le texte stratégique soumis à discussion concernant la NUPES.**

Une nouvelle Assemblée représentative aura lieu à la fin de l'année 2023 pour faire le bilan des évolutions apportées en décembre dernier et se doter d'une nouvelle feuille de route.

D'ici là, nous invitons à nous retrouver par milliers à Valence aux Journées Jeunes, qui auront lieu des 19 au 23 août, et aux AMFIS 2023, qui auront lieu du 23 au 27 août.

# AR 23

## ASSEMBLÉE REPRÉSENTATIVE 17 JUIN 2023

Événements fondateurs, les Conventions et les Assemblées représentatives permettent la construction collective de la France insoumise.

Ces rassemblements fixent les objectifs et les campagnes du mouvement en respectant le travail de fédération autour du programme *l'Avenir en commun*.

Ils proposent également de réfléchir à de nouvelles formes d'actions, à la création de nouveaux outils et à l'évolution des différents supports programmatiques.

La France insoumise se réunira au moins deux fois par an en Assemblée représentative. Les Assemblées représentatives réunissent les animateur·rices des Pôles et des Espaces du mouvement, ainsi qu'un·e insoumis·e tiré·e au sort parmi les animateur·rices de groupes d'action certifiés de chaque département, des Outre-mer et des Français·es de l'étranger. Les Assemblées représentatives font le lien entre la Coordination des Espaces et les groupes d'action de la France insoumise.

